

l'acier. Comme je l'ai dit l'autre jour à la Chambre, les Terre-Neuviens et les Labradoriens ont participé aux plus gros projets de construction de l'Amérique du Nord et leurs services sont encore recherchés en priorité en raison de leur compétence, de leur dévouement et de leur productivité.

Les sociétés de Terre-Neuve et du Labrador qui n'ont pas la capacité, qui ne se la sont pas donnée au cours des années, ont eu assez de bon sens pour participer à des entreprises conjointes. Et avec qui l'ont-elles fait? Voici un petit exemple, monsieur le Président.

La semaine dernière, après l'annonce de la signature de l'entente, deux contrats ont été accordés pour le projet dont parle mon collègue de Bonavista—Trinity—Conception. Le premier contrat s'élevait à 1,3 milliard de dollars. Ce projet est géré par Terre-Neuve—parce que nous avons les compétences nécessaires—mais nous avons mis un consortium sur pied pour aller chercher les capacités qui nous manquaient et 59 p. 100 de ce consortium est composé de sociétés québécoises. L'autre contrat se chiffrait à 300 millions de dollars et 85 p. 100 de la participation à ce projet est allée à des sociétés québécoises.

Grâce à l'exploitation du gisement pétrolifère de Hibernia et des gisements avoisinants, les entreprises de Terre-Neuve auront de plus en plus de contacts avec les entreprises des autres régions du pays. Cela nous permettra de mettre en commun nos compétences, nos connaissances et notre capacité, dans le but non seulement d'exploiter des sociétés pétrolières et gazières, mais aussi de nous lancer dans d'autres entreprises et d'exporter nos connaissances technologiques et nos compétences à l'étranger, dans les secteurs pétrolier et gazier et dans bien d'autres secteurs ayant des besoins similaires.

Il me reste peu de temps. La troisième chose qui m'irrite quelque peu et qui m'inquiète est de voir que les députés ne reconnaissent pas que ce qui est bon pour Terre-Neuve et le Labrador est également bon pour tout le pays. Les habitants de Terre-Neuve et du Labrador font autant partie du pays que les autres Canadiens. Il en est ainsi depuis 40 ans et cela durera, je crois, tant que le pays existera. Il est tout à fait ignoble de seulement oser croire que, parce qu'une chose est bonne pour Terre-Neuve, elle n'est bonne pour personne d'autre. L'expression d'une telle pensée au pays devrait être interdite. Je dis à nos collègues de la Colombie-Britannique, ne soyez

pas si susceptibles et permettez-moi de citer un de mes amis qui disait: «Si le chapeau te fait. . .»

Je suis enchanté d'entendre mon collègue de Bonavista—Trinity—Conception parler de la nécessité d'accélérer l'adoption de ce projet de loi, de débattre la motion limitant la durée du débat et de faire avancer les choses. Il nous faut régler les détails qui restent et atténuer les pressions exercées sur l'entente Canada—Terre-Neuve concernant le développement extracôtier.

J'ai donc été surpris du nombre de ses collègues à lui qui ont présenté des pétitions cet après-midi, et du fait que les partis n'ont absolument pas collaboré à l'adoption des motions. J'étais très étonné de voir que tout cela nous ait amenés à cinq heures passées, ce qui nous retarde d'une autre journée. Les députés terre-neuviens d'en face devraient demander à leurs collègues de s'assurer que cette mesure suit bien son cours, qu'on ne continue pas à faire de l'obstruction comme aujourd'hui car ce projet est essentiel à l'avenir du pays. C'est la région de Terre-Neuve et du Labrador qui profitera le plus de ce projet, mais non pas au détriment des provinces de l'Atlantique ni des autres provinces du Canada.

Tout le monde aura l'occasion d'en profiter. Il est évident qu'on ne peut demander à l'économie de Terre-Neuve d'absorber ou de donner plus qu'elle ne peut le faire. Or, un projet de 5,2 milliards de dollars est plus qu'une telle économie n'est capable de soutenir. Ce qui revient à dire, logiquement, que cette mesure doit profiter à tous les Canadiens. Et tous les Canadiens, où qu'ils soient, les particuliers, les sociétés et ainsi de suite peuvent saisir cette chance que leur offrent le gouvernement et la population avec cette subvention ou cette garantie de prêt. Plus tôt nous adopterons cette mesure, mieux ce sera pour tout le pays.

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Monsieur le Président, ce qui se passe sur le parquet de la Chambre des communes me semble un cauchemar.

Je ne puis croire que j'entends des gens qui expriment réellement leur opinion. J'entends un représentant du gouvernement conservateur dire qu'il nous faut maintenant aller soudoyer les pauvres sociétés pétrolières multinationales pour les encourager à exploiter nos ressources pétrolières sous-marines. Nous voulons savoir combien d'argent il faut dépenser pour amener ces sociétés à participer au projet. Est-ce que dix millions suffiraient? Non, non. Et 100 millions? Non, non. Est-ce qu'un milliard de dollars suffiraient à ces pauvres multinationales appelées Gulf, Chevron et Mobil Oil? Non, ce n'est